



PLATEFORME CANADIENNE D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Équiper les canadiens face à l'évolution du climat

Rapport annuel d'avril 2016 à mars 2017



MEMBRES DE LA PLÉNIÈRE (2016-2017)

- **Présidents du groupe plénier** – Ressources naturelles Canada, Secteur des terres et des minéraux; Nick Xenos | Don Lemmen
- **Vice-présidentes du groupe plénier** – Alberta – Bureau du changement climatique; Kate Rich | Edith Vanderpuye

Gouvernements des provinces et territoires

- Colombie-Britannique – Ministère de l'Environnement, secrétariat action climat; Suzanne Spence
- Manitoba – Conservation et gestion des ressources hydriques; Neil Cunningham
- Nouveau-Brunswick – Ministère de l'Environnement et Gouvernements locaux; Darwin Curtis
- Terre-Neuve-et-Labrador – Bureau du changement climatique et de l'efficacité énergétique; Jackie Janes
- Territoires du Nord-Ouest – Ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles; Lisa Dyer
- Nouvelle-Écosse – Ministère de l'Environnement; Andrew Murphy
- Nunavut – Ministère de l'Environnement; Kristi Lowe
- Ontario – Ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique; Kathleen O'Neil
- Île-du-Prince-Édouard – Ministère de l'Environnement, du Travail et de la Justice; Jim Young | Todd Dupuis
- Saskatchewan – Ministère de l'Environnement; Scott Pittendrigh
- Yukon – Secrétariat des changements climatiques; Rebecca World

Ministères et organismes fédéraux

- Agriculture et Agroalimentaire Canada; Alexandre Lefebvre
- Environnement et Changement climatique Canada; Matt Jones | Laniel Bateman
- Pêches et Océans Canada; Keith Lennon
- Santé Canada; Carolyn Tateishi
- Affaires autochtones et du Nord Canada; Marie-Ève Neron
- Infrastructure Canada; Sonya Read
- Ressources naturelles Canada, Service canadien des forêts; Vincent Roy
- Parcs Canada; Gilles Seutin
- Agence de la santé publique du Canada; Christina Lee-Fuller
- Sécurité publique Canada; Jacqueline Randall | Ryan Hunt
- Conseil canadien des normes; Michel Girard
- Transports Canada; Nicole Legault

Organisations autochtones nationales

- Assemblée des Premières nations; Kim Scott
- Inuit Tapiriit Kanatami; Elizabeth Ford

Organismes du secteur privé et à but non lucratif

- Comptables professionnels agréés du Canada; Gord Beal
- Association canadienne de l'électricité; Devin McCarthy
- Fédération canadienne de l'agriculture; Drew Black
- Ingénieurs Canada; David Lapp
- Fédération canadienne des municipalités; Jacques Nadeau | Alex Long
- Association des produits forestiers du Canada; Étienne Bélanger | Bob Laroque

- Bureau d'assurance du Canada; David McGown
- Institut de prévention des sinistres catastrophiques; Paul Kovacs
- Association minière du Canada; Ben Chalmers | Brendan Marshall
- Ouranos; Alain Bourque

Observateurs

- Environnement et Changement climatique Canada, Division de la recherche climatique; Marjorie Shepherd
- Environnement et Changement climatique Canada, Service météorologique; Mike Crowe | Jen Collette
- Ralliement national des Métis; John Weinstein
- Ressources naturelles Canada, Secteur de l'Énergie; Lynne Monastesse
- Ressources naturelles Canada – Secteur des minéraux et des métaux; Dianne Galus | Photinie Koutsavlis
- Québec – Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques; Catherine Gauthier
- Université de Waterloo; Elizabeth Atkinson

Secrétariat de la Plateforme d'adaptation (Ressources naturelles Canada)

- Don Lemmen
- Heather Dewar
- Adam Greenberg

Pour de plus amples renseignements ou pour communiquer avec l'un des membres de la Plénière, veuillez envoyer un courriel à :

adaptation@nrcan.gc.ca.

L'adaptation nécessite de revoir nos processus décisionnels, nos activités ainsi que notre façon de penser face aux changements climatiques observés ou prévus, afin de (a) réduire les dommages et de (b) tirer parti des éventuelles possibilités. Il peut s'agir aussi bien de changer les comportements, de modifier les processus d'exploitation et d'avoir recours à la technologie, que de revoir la planification ainsi que les pratiques d'investissement, la réglementation et les dispositions législatives.

Si l'adaptation en milieu naturel s'effectue spontanément, il n'en va pas de même dans les systèmes humains, où il faut souvent miser sur une planification minutieuse fondée à la fois sur la recherche scientifique et sur une compréhension approfondie des systèmes concernés.

Warren, F.J. et Lemmen, D.S. (2014) : Introduction; *dans* Vivre avec les changements climatiques au Canada : perspectives des secteurs relatives aux impacts et à l'adaptation; édité par F.J. Warren et D.S. Lemmen; Gouvernement du Canada, Ottawa (Ontario), p. 20.

PLATEFORME CANADIENNE D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CINQUIÈME RAPPORT ANNUEL (D'AVRIL 2016 À MARS 2017)

TABLE DES MATIÈRES

Membres de la plénière (2016 / 2017)	
La Plateforme d'adaptation	
La Plénière	
Groupe de travail	
<i>Agriculture</i>	
<i>Biodiversité</i>	
<i>Gestion des zones côtières</i>	
<i>La dimension économique</i>	
<i>L'énergie</i>	
<i>Foresterie</i>	
<i>Infrastructure et bâtiments</i>	
<i>Mesure des progrès</i>	
<i>Exploitation minière</i>	
<i>Le Partenariat pour l'adaptation dans le Nord</i>	

LA PLATEFORME D'ADAPTATION

La Plateforme d'adaptation regroupe les associations industrielles, des organisations autochtones, à but non lucratif et professionnelles, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ainsi que des chercheurs pour aborder les priorités communes en matière d'adaptation au changement climatique. La collaboration entre les secteurs public et privé et entre les champs de compétences et les domaines de travail est essentielle pour aborder cet enjeu complexe et intersectoriel qu'est l'adaptation aux changements climatiques.

Ses membres sont autant des utilisateurs que des producteurs de connaissances et d'outils d'adaptation. Par conséquent, leur travail est axé sur la demande; et la Plateforme facilite l'analyse et la mise en œuvre de mesures d'adaptation et répond directement aux besoins des décideurs des secteurs public et privé du Canada. En fournissant la structure qui permettra de mettre en commun les ressources financières et les connaissances et de rassembler les gens, la Plateforme œuvre à produire de l'information et des outils nouveaux pour favoriser l'adaptation et veille à ce que ces produits atteignent les utilisateurs pertinents.

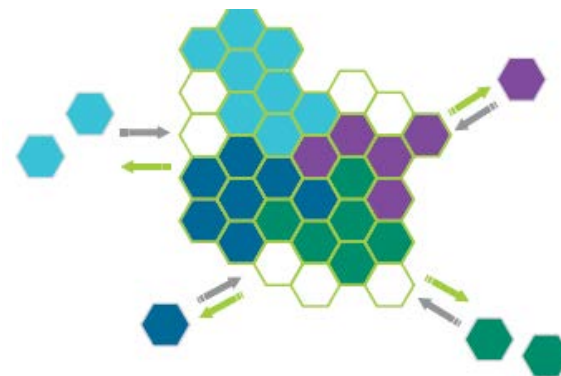
La Plateforme d'adaptation du Canada est structurée autour de plusieurs éléments de base : un groupe plénier, une série de groupes de travail qui se penchent sur des questions précises, un secrétariat ainsi qu'un large réseau de gens qui mettent en œuvre des mesures adaptatives. Par ailleurs, les Initiatives de collaboration régionale pour l'adaptation (y compris le Partenariat panterritorial pour l'adaptation) travaillent à sensibiliser le public et à améliorer la diffusion des résultats de la Plateforme dans toutes les régions du pays.

Ressources naturelles Canada, qui préside la Plateforme d'adaptation, investit de façon continue des ressources pour soutenir la Plateforme

et certaines activités des groupes de travail, ainsi que pour assurer les services du secrétariat.

La Plénière comprend des représentants des niveaux supérieurs des gouvernements et des organisations nationales et se réunit deux fois par an. L'objectif primaire de la Plénière est de dégager les priorités essentielles d'adaptation qui émergent et d'appuyer les efforts collaboratifs entrepris dans des sphères d'activités précises. Les membres de la Plénière sollicitent de l'appui en faveur des mesures d'adaptation auprès de leurs organisations et de leurs réseaux.

Les groupes de travail centrent leurs efforts sur les priorités communes d'adaptation dans leurs domaines de spécialisation. Les membres de la Plénière peuvent nommer des personnes de leurs organisations et réseaux qui possèdent les ressources (temps, argent, expertise) nécessaires pour concevoir et mener à bien des activités des groupes de travail. Des membres supplémentaires peuvent être recrutés par les présidents ou les coprésidents des groupes de travail.



Les tâches administratives sont réalisées par le secrétariat à partir des bureaux de Ressources naturelles Canada. Ces responsabilités comprennent le soutien administratif de la Plénière, la gestion de l'espace de travail partagé, la liaison entre les coprésidents des groupes de travail, la production d'une série de webinaires et d'un rapport annuel, ainsi que des bulletins périodiques.

L'espace de travail est virtuel et les membres des groupes de travail et de la Plénière s'y retrouvent pour planifier, travailler, communiquer et examiner les produits nouvellement diffusés. Cet espace de travail vient compléter les formes traditionnelles de discussion et de collaboration comme les téléconférences et les rencontres en personne.

Des bulletins ont été envoyés à plus de 1 200 membres de la Plateforme au cours du printemps et de l'automne 2016. Sept webinaires ont eu lieu au cours de la même année, chacun d'eux ayant retenu un auditoire de 87 personnes en moyenne. Tous ces webinaires ont été enregistrés et sont disponibles à <http://webinars.cullbridge.com/course/view.php?id=575&lang=fr>. Le nombre de nouvelles inscriptions à l'espace de travail a connu une hausse durant l'année 2016-2017.

La Plateforme d'adaptation réussit à établir un lien entre les ressources, les gens et les idées nécessaires pour que les régions et les industries du Canada comprennent les effets du changement climatique et adaptent leurs activités en conséquence.

Pour plus d'information sur la Plateforme d'adaptation, consultez le site <http://www.rncan.gc.ca/environnement/impacts-adaptation/plateforme-adaptation/10028>.

Adaptation Canada 2016

Le Centre ontarien des ressources sur les impacts climatiques et l'adaptation, Ouranos (un consortium québécois) et Ressources naturelles Canada (RNCan) ont collaboré à la préparation de la conférence nationale [Adaptation Canada 2016](#) qui a eu lieu à Ottawa du 12 au 14 mai. La conférence présentait les résultats des programmes d'adaptation de tous les ordres de gouvernement ainsi que dans les secteurs universitaire et privé et constituait la première occasion de réseautage à l'échelle nationale depuis 10 ans.

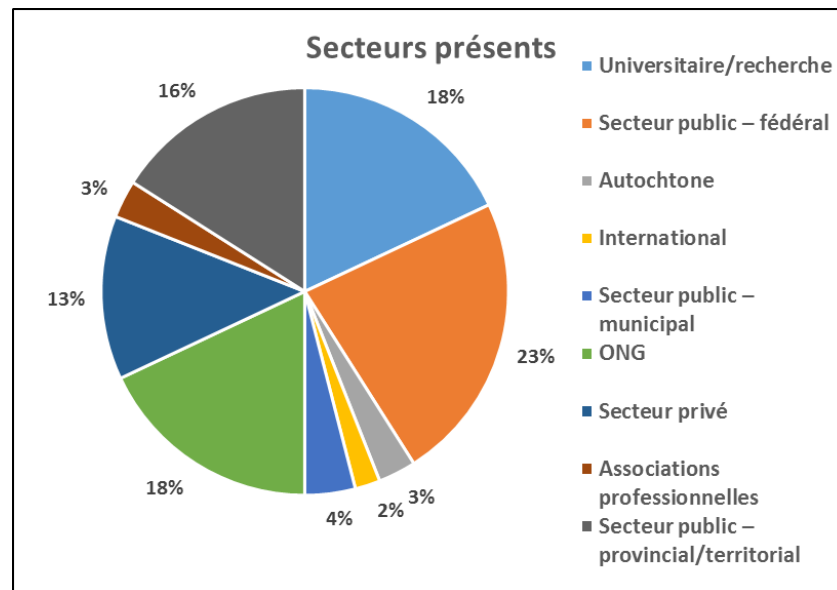


La ministre McKenna lors de l'allocution inaugurale d'Adaptation Canada 2016

Comptant plus de 250 présentations en trois jours, l'événement a permis d'accroître la circulation de l'information, d'augmenter la quantité d'outils et de ressources facilitant la planification de l'adaptation et de favoriser les nouvelles collaborations. De nombreuses présentations ont fourni des exemples concrets illustrant

les solutions qui répondent aux conséquences des changements climatiques. De plus, l'événement a élargi le spectre des professions, des secteurs et des communautés qui s'attaquent à l'adaptation au changement climatique; il a présenté des exemples de planification et d'initiatives d'adaptation de partout au Canada; et il a mis en relief les répercussions du changement climatique et les sciences liées à l'adaptation pouvant être utilisées pour appuyer les stratégies de résilience locales.

Un total de 635 délégués, issus des gouvernements, de l'industrie, des milieux universitaire et professionnel, des peuples autochtones et des organismes à but non lucratif se sont inscrits à la conférence.



Évaluation nationale du changement climatique

L'année 2016-2017 a été marquée par la parution d'une série de rapports d'évaluation ainsi que par le lancement des travaux de préparation pour la prochaine évaluation des impacts et de l'adaptation liés aux changements climatiques. La première étape a été la diffusion du rapport [Le littoral maritime du Canada face à l'évolution du climat](#) par l'honorable James Carr, ministre des Ressources naturelles, dans le cadre de la conférence Adaptation Canada 2016 en avril.

Le rapport, dirigé par Ressources naturelles Canada et ayant obtenu la participation de plus de 130 experts (qui ont contribué à titre d'auteurs ou de réviseurs), a eu droit à une vaste couverture médiatique dans les régions côtières.

Les travaux liés au rapport [Risques climatiques et pratiques en matière d'adaptation pour le secteur canadien des transports 2016](#), dirigé par Transport Canada, se sont également poursuivis. Ce rapport, qui compte six chapitres portant sur des régions particulières ainsi qu'un chapitre sur les systèmes de transport urbain, devrait être prêt à être publié au printemps 2017.

Le processus pour la réalisation de la prochaine évaluation nationale a aussi été lancé cette année. Ce processus se veut plus inclusif et transparent que celui qui a encadré les rapports antérieurs. Les intervenants et les membres du public auront davantage d'occasions de contribuer au processus. Les activités de cadrage de la nouvelle évaluation ont commencé par deux séances organisées en avril dans le cadre de la conférence Adaptation Canada 2016 et ont pris fin avec la

réunion nationale de cadrage qui a eu lieu à Calgary du 28 au 29 novembre. Les commentaires recueillis lors de ces événements ont mené à la création en janvier d'un comité consultatif de 20 personnes, dont la première réunion en face à face a eu lieu du 30 au 31 mars à Ottawa. Les prochaines étapes du processus comprennent une entente concernant l'approche et la teneur générale des rapports, la création d'un site Web interactif pour l'évaluation ainsi que la rédaction du premier produit d'évaluation, « Vivre avec les changements climatiques au Canada », sous la direction d'Environnement et Changement climatique Canada.

LA PLÉNIÈRE

La Plénière est un réseau de réseaux. Les membres directs comprennent tous les gouvernements provinciaux et territoriaux, de multiples ministères fédéraux, des organisations autochtones nationales, des associations professionnelles et de l'industrie, ainsi que des organismes de recherche. Toutefois, la diffusion ultime atteint 250 organisations, 190 000 comptables et 280 000 ingénieurs à travers le Canada. Ce réseau représente un élément essentiel de la stratégie de communication de la Plateforme. Parmi les priorités en matière de communications, mentionnons l'intensification de la diffusion aux publics cibles, la mobilisation accrue aux échelons supérieurs des organisations des membres, et un recours accru aux réseaux étendus afin que l'adaptation devienne partie intégrante des pratiques quotidiennes de gestion.

La plénière de la Plateforme d'adaptation a tenu deux réunions avec des résultats très favorables en 2016-2017, comme l'illustre le haut niveau de participation aux deux réunions. Les discussions tenues continuent à éclairer les progrès en matière d'adaptation au Canada et à exploiter les diverses ressources réunies à la table. La plénière continue de grandir et compte depuis 2016 sur la participation de l'Assemblée des Premières Nations, représentée par Kim Scott, ainsi que celle d'Inuit Tapiriit Kanatami, représentée par Elizabeth Ford. Le Ralliement national des Métis a choisi de demeurer observateur de la plénière et sera représenté par John Weinstein.

La réunion du printemps a eu lieu le 11 avril 2016 à Ottawa, Ontario, à laquelle 49 personnes représentant 30 organisations membres ont

participé. Alors que les réunions de la plénière s'étendent généralement sur deux jours, celle-ci s'est limitée à une demi-journée, étant donné qu'elle était immédiatement suivie de la conférence [Adaptation Canada 2016](#).

Le financement de l'adaptation au changement climatique annoncé dans le cadre du budget fédéral de 2016 et le lancement des consultations relatives au Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques ont été au cœur de nombreuses discussions. Des investissements totalisant 129,5 millions de dollars ont été annoncés, lesquels sont répartis dans sept ministères/organismes : Affaires autochtones et du Nord Canada; Ressources naturelles Canada; Conseil canadien des normes; Santé Canada; Agence de la santé publique du Canada; Pêches et Océans Canada; et Transport Canada. Ces investissements visent directement les mesures d'adaptation.

Deux autres annonces relatives au budget sont liées de près à l'adaptation au changement climatique. Un premier investissement de 40 millions de dollars sur cinq ans est destiné à une initiative partagée entre Infrastructure Canada et le Conseil national de recherches du Canada visant à intégrer le concept de la résilience aux changements climatiques dans les guides de conception des bâtiments et les outils d'aide à la décision comprenant des codes et des modèles pour la conception de nouvelles infrastructures publiques de base. Un deuxième investissement de 75 millions de dollars à la Fédération canadienne des municipalités (FCM) vise à encourager les municipalités canadiennes à mieux se préparer aux nouvelles réalités et à améliorer leur résilience face au climat tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre grâce au financement, à la formation

et à la circulation de l'information. Le programme Municipalités pour l'innovation climatique de la FCM a comme objectif de collaborer avec plus de 600 municipalités pendant la durée du programme, qui s'échelonne sur cinq ans.

On a annoncé que Matt Parry (Environnement et Changement climatique Canada) et Todd Dupuis (Île-du-Prince-Édouard) coprésideront le Groupe de travail sur l'adaptation et la résilience au titre du Cadre pancanadien en matière de croissance propre et de changement climatique, alors que Nick Xenos sera le représentant du gouvernement fédéral. On a reconnu que l'existence du réseau créé grâce à la plénière de la Plateforme constituait une fondation solide soutenant le processus de consultation du Cadre pancanadien.

La plénière s'est réunie pour la dixième fois les 30 novembre et 1^{er} décembre au centre historique McDougall à Calgary (Alberta). L'événement était coprésidé par le Bureau du changement climatique Alberta et Edith Vanderpuye agissait à titre de vice-présidente. Au total, 60 personnes représentant 34 organisations membres ont participé à la réunion.

L'un des moments importants de la réunion plénière a été la visite sur le terrain de certains quartiers gravement sinistrés lors des inondations survenues à Calgary en 2013. La visite a été menée de main de maître par Frank Frigo de la Ville de Calgary, Andrew Wilson du ministère de l'Environnement et des Parcs de l'Alberta et Yvette Thompson du Bureau du changement climatique de l'Alberta. La visite était centrée sur la communauté de Sunnyside, située sur la rivière Bow, où les participants ont pu observer des exemples de projets de « reconstruction améliorée » intégrant également des

aspects de résilience sociale. À la visite s'ajoutait une description fort intéressante des événements et des initiatives de résilience entreprises en Alberta. La possibilité d'organiser d'autres excursions de ce genre sera envisagée en vue des réunions à venir.

Les questions régionales ont été abordées lors des séances sur la biodiversité ainsi que pendant une présentation en table ronde abordant les mesures d'adaptation relatives à l'incendie de Fort McMurray selon trois points de vue différents : l'assurance, les répercussions sur l'environnement et les services municipaux ainsi que la pertinence des recommandations du programme Préventif.

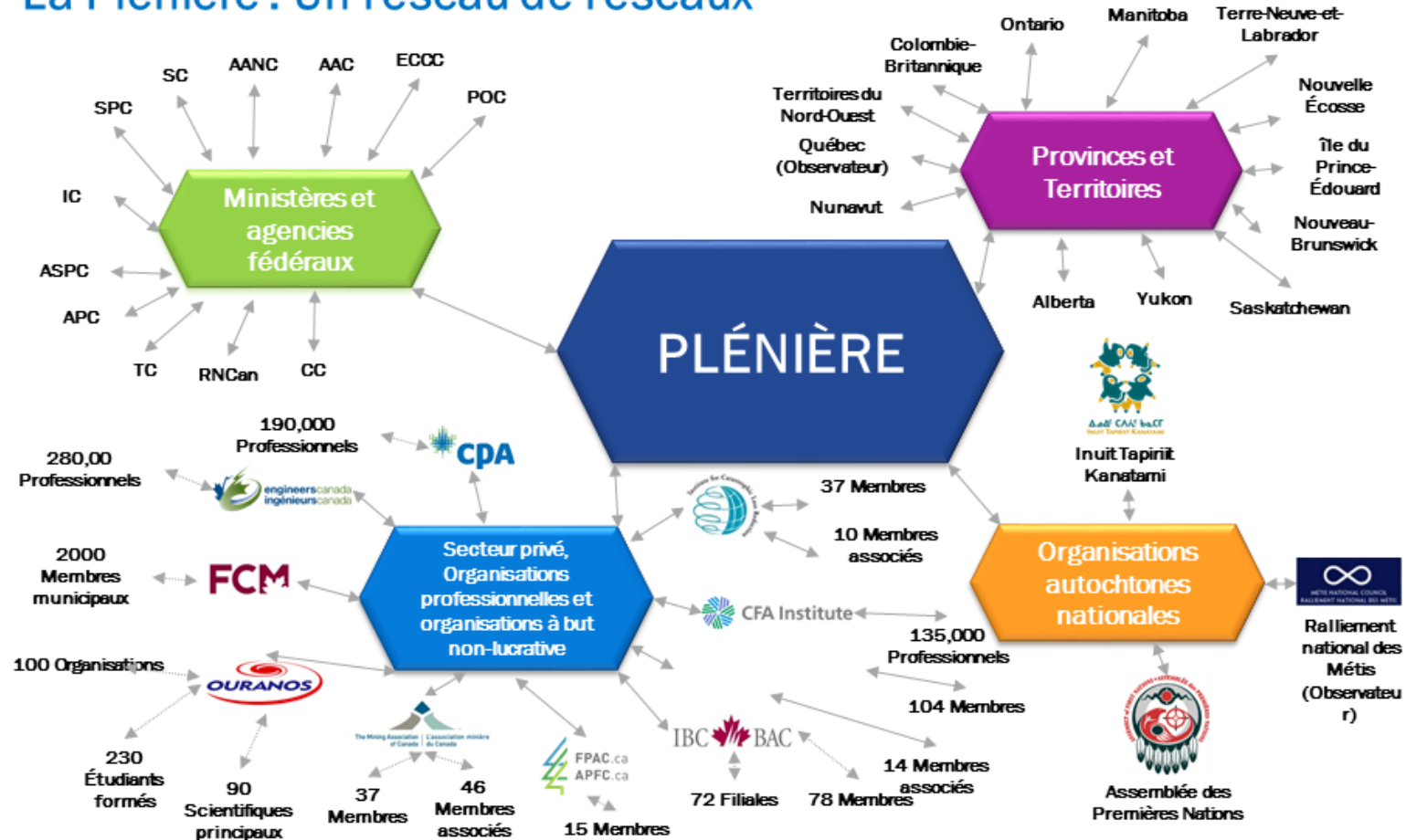
La réunion comprenait également : des présentations sur les programmes fournis par la FCM et Affaires autochtones et du Nord Canada; l'approbation d'une proposition par Parcs Canada pour la création d'un Groupe de travail sur la biodiversité; des séances interactives portant sur les activités menées par les groupes de travail; une séance de remue-méninges sur l'échange des connaissances à l'échelle nationale; et des discussions sur les problèmes administratifs relatifs à la Plateforme.



Photo des participants à la plénière de décembre 2016 à Calgary

Les rapports sur les réunions plénières sont accessibles sur l'espace de travail de la Plateforme d'adaptation ou bien sur demande en s'adressant à adaptation@NRCan.gc.ca.

La Plénière : Un réseau de réseaux



AAC: Agriculture et Agroalimentaire Canada; AANC: Affaires autochtones et du Nord Canada; APC: Agence Parcs Canada; ASPC: Agence de la santé publique du Canada; CC: Conseil canadien des normes; ECCC: Environnement et changement climatique Canada; IC: Infrastructure Canada; POC: Pêches et Océans Canada; RNCAN: Ressources Naturelles Canada; SC: Santé Canada; SPC: Sécurité publique Canada; TC: Transports Canada

Déc. 2016

GROUPES DE TRAVAIL

Les produits qui transmettent l'information et les outils à ceux qui vont mettre en œuvre l'adaptation au changement climatique sont normalement créés sous l'égide des groupes de travail. Tout comme la Plénière, les groupes de travail sont aussi des réseaux de réseaux. Sous la coprésidence de participants provenant de diverses organisations, les groupes de travail réunissent des personnes qui possèdent une expertise ou un intérêt commun concernant certains enjeux ou secteurs en particulier. Leurs membres travaillent ensemble à définir des objectifs d'adaptation au changement climatique, puis à les atteindre. Des cadres de référence sont élaborés pour chaque groupe de travail, qui les soumet ensuite au groupe plénier. Le programme de travail est révisé périodiquement selon le calendrier de chaque groupe de travail, le plus souvent déterminé par les cycles de financement des gouvernements. Plusieurs des groupes de travail rédigent un document décrivant l'état d'avancement de leurs travaux qui leur sert de référence afin de déterminer et de discuter des mesures à entreprendre.

Les membres d'un groupe de travail peuvent participer en fournissant des fonds, de l'expertise ou de l'information provenant de l'organisme qu'ils représentent; ou bien en rédigeant ou en révisant des documents, en fournissant des conseils sur des projets ou en accueillant des réunions. Les groupes de travail se rassemblent principalement par téléconférence et certains d'entre eux œuvrent directement dans l'espace de travail virtuel. Les activités des groupes de travail peuvent être réalisées par les organisations membres ainsi que par des sous-traitants en vertu d'appels d'offres et de contrats. Les priorités de financement

dépendent du mandat du bailleur de fonds, lequel pourrait être toute organisation qui est membre du groupe plénier.

La période d'avril 2016 à mars 2017 a été marquée par les activités suivantes réalisées par les groupes de travail.

Pour avoir accès aux produits importants d'adaptation au changement climatique qui ont été créés sous l'égide de la Plateforme, veuillez consulter les sites nationaux suivants.

- [Ressources naturelles Canada](#)
- [La Bibliothèque d'adaptation](#)

La diffusion régionale est également réalisée en partenariat avec des initiatives de collaboration pour l'adaptation régionale et le Partenariat pour l'adaptation dans le Nord :

- [La Colombie-Britannique](#)
- [Les Prairies](#)
- [L'Ontario](#)
- [Le Québec](#)
- [Les provinces de l'Atlantique](#)

Agriculture

Coprésidents :

Drew Black, Fédération canadienne de l'agriculture
Jamie Smith, Agriculture et Agroalimentaire Canada

Au cours de la dernière année, le Groupe de travail sur l'agriculture a porté une attention particulière à l'évolution du Cadre pancanadien en matière de croissance propre et de changement climatique et sur ses effets potentiels sur les investissements en

matière d'adaptation. Parallèlement, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux négociaient le prochain cadre stratégique sur cinq ans pour l'agriculture canadienne. Les changements climatiques et environnementaux se sont dégagés comme étant une priorité au cours de ces négociations. Le Groupe de travail sur l'agriculture a joué un rôle important sur le plan de la communication de l'information et des points de vue dans le cadre de l'avancement de ces deux politiques.

Par ailleurs, le Groupe de travail sur l'agriculture s'est engagé à explorer la préparation d'un rapport sur l'état actuel, qui réunirait l'information concernant l'état de l'adaptation au sein du secteur canadien de l'agriculture. La rédaction du rapport sur l'état actuel se poursuivra au cours de l'année et se basera sur les détails des politiques fédérales, provinciales et territoriales en matière d'adaptation dans le secteur agricole.

Biodiversité

Coprésidents :

Scott Parker, Agence Parcs Canada
Poste vacant

La création du Groupe de travail sur la biodiversité a été proposée et approuvée lors de la plénière de l'automne 2016. Parcs Canada agit à titre de premier président et on compte présentement parmi les membres de ce Groupe de travail des représentants de 14 autres organisations gouvernementales, privées, autochtones ou à but non lucratif. Le Groupe de travail sur la biodiversité achève la rédaction de son cadre de référence pour la mise en œuvre et a désigné un sous-comité responsable de la rédaction du rapport sur l'état actuel. Ce rapport fera état des effets du changement climatique sur la biodiversité au Canada, des mesures d'adaptation

potentielles et des priorités dont le Groupe de travail devra tenir compte dans son programme de travail.

Gestion des zones côtières

Coprésidents :

Mary-Ann Wilson, Ressources naturelles Canada
Erin Taylor, Secrétariat des changements climatiques, ministère de l'Environnement, du Travail et de la Justice de l'Île-du-Prince-Édouard

La première série de projets réalisés par le Groupe de travail sur la gestion des zones côtières, achevée en 2016-2017, inclut la préparation de [l'arbre décisionnel de solutions d'adaptation pour les communautés atlantiques](#). Ce projet était coordonné par l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard et a été conçu de manière à offrir aux collectivités rurales des régions côtières de l'Atlantique une variété d'options d'adaptation fondées sur les réponses de l'arbre décisionnel afin de répondre à l'érosion et aux inondations côtières. L'outil aidera également les décideurs à adopter la meilleure option d'adaptation en fonction des conditions environnementales locales.

La portée du Groupe de travail sur la gestion des zones côtières s'est étendue en 2016-2017 pour inclure les Grands Lacs et le fleuve Saint-Laurent en plus du littoral marin. On a remarqué que le système des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent avait subi d'importants changements environnementaux, lesquels ont des répercussions socio-économiques considérables pour le Canada, similaires aux changements touchant d'autres écosystèmes lacustres. Le Groupe de travail s'est également élargi et comprend aujourd'hui 33 membres.

Des experts-conseils ont été recrutés afin de faciliter l'élaboration de la nouvelle phase du programme, en préparant un rapport sur l'état actuel de l'adaptation des côtes au changement climatique. Ce rapport, pour lequel les experts-conseils ont reçu les recommandations des membres du Groupe de travail, a été achevé en mars 2017 et couvre tant le littoral marin que la région du Saint-Laurent et des Grands Lacs.

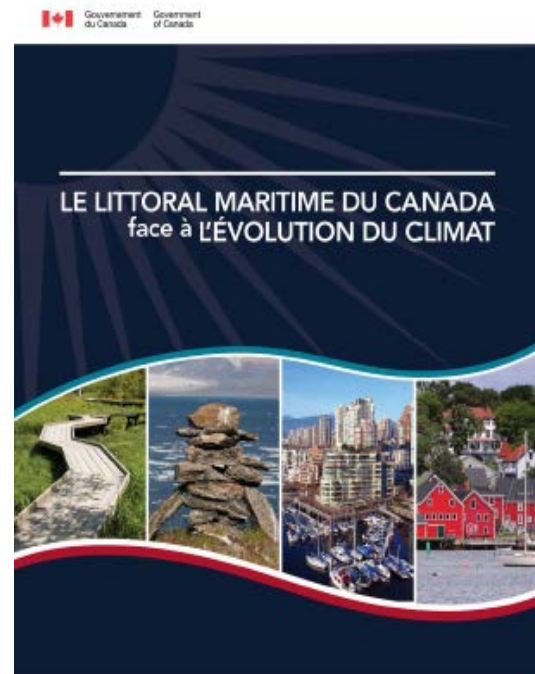
Le rapport est fondé sur les travaux existants et :

- fournit un aperçu des conditions sociales, économiques et écologiques qui prévalent dans les régions côtières canadiennes;
- résume les répercussions climatiques générales et particulières ainsi que les risques et les possibilités constituant des motifs pour la préparation aux répercussions du changement climatique;
- résume l'état de la pratique et la variété des activités pour l'adaptation des zones côtières menées depuis 2012 (date de la production du rapport sur l'état actuel); et
- comprend une analyse détaillée des activités d'adaptation, des observations importantes, des besoins et des possibilités futures sur le plan de la collaboration visant à améliorer la résilience au climat dans les régions côtières.

Le rapport sur l'état actuel fournira des renseignements sur l'évolution du programme du Groupe de travail pour les années 2017 à 2021. Il pourrait également servir à la prise de décisions par les organisations représentées au sein du Groupe de travail sur la gestion des zones côtières pour les quatre années à venir.

En outre, une représentation graphique a été mise au point afin d'illustrer certains des éléments clés du rapport sur l'état actuel et de servir d'outil de communication.

De plus, le Groupe de travail a produit [quatre webinaires](#) afin de transmettre aux parties intéressées les connaissances et les résultats obtenus des projets réalisés aux quatre coins du Canada. Un de ces webinaires était intitulé « Comprendre les risques associés aux changements climatiques dans les régions côtières du Canada : des infrastructures aux écosystèmes », alors que les autres faisaient partie de la série « [Le littoral maritime du Canada face à l'évolution du climat](#) » présentant les résultats des évaluations côtières.



Canada

La dimension économique

Coprésidents :

Pam Kertland, Ressources naturelles Canada

Poste vacant

Après l'achèvement du programme initial (2013-2016), les efforts du Groupe de travail sur la dimension économique de l'adaptation se sont concentrés sur la production d'un nouveau rapport sur l'état actuel visant à guider les prochaines activités du Groupe de travail. Produit grâce à la collaboration des membres du Groupe de travail et des experts-conseils, le rapport sur l'état actuel comprend un aperçu des événements liés aux répercussions économiques et à l'adaptation, aborde le recours aux outils économiques dans la prise de décisions relatives à l'adaptation, présente une analyse en profondeur de l'état de l'adaptation dans le secteur financier et décrit des occasions clés pour la promotion de l'adaptation.

Le secteur financier canadien est de plus en plus conscient des risques liés au changement climatique, en particulier des risques physiques. Le rapport sur l'état actuel définit le « secteur financier » comme incluant les propriétaires d'actifs des secteurs public et privé (par exemple, les propriétaires de fonds de pension), les gestionnaires d'actifs, les banques et les sociétés d'assurances. Cela dit, le rôle du secteur public ne se limite pas à celui de régulateur; il agit également à titre de gestionnaire d'actifs et d'auto-assureur. Le rapport souligne la possibilité de travailler avec les intervenants du secteur financier afin de mettre au point des guides qui faciliteront l'incorporation des mesures d'adaptation dans leurs investissements et les activités. Le rapport sur l'état actuel servira à préparer le nouveau programme du Groupe de travail sur la dimension économique de l'adaptation.

L'énergie

Coprésidents :

Mary-Ann Wilson, Ressources naturelles Canada

Poste vacant

Le premier programme du Groupe de travail sur l'énergie (de 2012 à 2016) s'est conclu avec l'achèvement de 20 projets. L'information au sujet des projets est disponible sur le [site Web](#). Le groupe de travail a également offert un webinaire intitulé « Énergie et adaptation aux changements climatiques – Comment les leaders de l'industrie abordent le défi », qui présentait de l'information au sujet de plusieurs produits mis au point dans le cadre du programme.

Dans le cadre des efforts déployés dans la promotion des approches intégrées et collaboratives, le Groupe de travail sur l'énergie, en association avec l'Agence internationale de l'énergie et le département de l'Énergie des États-Unis, a organisé le Sixième forum sur le nexus eau-énergie-sécurité : « Emerging Best Practices and Lessons for North America in Enhancing Energy Sector Resilience », portant sur les pratiques exemplaires et les leçons émergentes pour l'amélioration de la résilience du secteur de l'énergie en Amérique du Nord. L'événement a aidé à accélérer l'échange de connaissances et de pratiques exemplaires pour attaquer les problèmes clés et améliorer la résilience du secteur de l'énergie en Amérique du Nord.

Afin de soutenir le prochain programme (de 2017 à 2021), le Groupe de travail a commandé la rédaction d'un rapport sur l'état actuel du secteur de l'énergie en 2016, une mise à jour de la version

précédente datant de 2012. Le rapport se fonde sur des sources diverses, notamment : les projets réalisés dans le cadre du premier programme; l'analyse documentaire des articles nationaux et internationaux; le Carbon Disclosure Project (une collection exhaustive de données environnementales autodéclarées); et des entretiens informels réalisés avec des intervenants clés du secteur privé (entreprises pétrolières, gazières et d'électricité), des gouvernements, des organisations à but non lucratif, des associations professionnelles, des experts-conseils et du milieu universitaire. Le rapport sur l'état actuel en 2016 se penchait sur bon nombre des sujets abordés dans la version antérieure (notamment le profil du secteur canadien de l'énergie) en plus d'évaluer l'état de la direction et le cadre pour l'adaptation au changement climatique illustré plus bas.



Structure des points abordés dans le rapport 2016 sur l'état actuel de l'adaptation du secteur de l'énergie

Selon les principales conclusions du rapport sur l'état actuel en 2016, si la sensibilisation au sujet des problèmes abordés est élevée, il y a toujours des lacunes à combler en matière de renforcement des capacités, d'analyse de rentabilité et d'augmentation du soutien à la mise en œuvre des mesures d'adaptation.

Les recommandations du rapport sur l'état actuel en 2016 ainsi que l'expertise et les réseaux du Groupe de travail sur l'énergie guideront les projets et les initiatives pour faire avancer l'adaptation dans le secteur de l'énergie au cours des quatre prochaines années.

La foresterie

Coprésidents :

Vincent Roy, Ressources naturelles Canada
Poste vacant

Le Groupe de travail sur la foresterie a préparé un rapport sur l'état actuel de l'adaptation dans le domaine forestier au Canada. Le rapport décrit les initiatives récentes et actuelles en matière d'adaptation dans le domaine forestier, notamment les projets, les initiatives stratégiques et les pratiques de gestion forestière qui ont été mis en œuvre partout au Canada pour lutter contre les futurs changements climatiques. Il fait également ressortir les lacunes et les occasions de mettre en pratique les théories sur l'adaptation du domaine forestier. La production du rapport sur l'état actuel a été soutenue par un contrat du programme d'adaptation du Service canadien des forêts.

Le Groupe de travail sur la foresterie a organisé un événement parallèle à la conférence Adaptation Canada 2016 afin de favoriser les échanges de pratiques en adaptation entre le Canada et les États-Unis et les discussions sur les façons concrètes d'accentuer la collaboration pour l'amélioration de l'adaptation du domaine forestier au changement climatique. Les 18 participants ont noté une série d'idées à explorer lors des discussions futures.

Infrastructure et bâtiments

Coprésidents :

David Lapp, Ingénieurs Canada

Paul Kovacs, Institut de prévention des sinistres catastrophiques

Le Groupe de travail sur les infrastructures et bâtiments a terminé la rédaction du rapport sur l'état actuel à l'échelle nationale, qui présente une description exhaustive de l'état des adaptations au changement climatique dans le domaine des infrastructures et des bâtiments, en portant une attention particulière aux infrastructures municipales. Le rapport s'intéresse également à l'état de l'adaptation des bâtiments usinés et non usinés au Canada et servira de source d'information fondamentale pour les projets que le Groupe de travail sur les infrastructures et bâtiments entreprendra au cours des prochaines années. Les travaux ont été dirigés par le secrétariat du Groupe de travail sur les infrastructures et bâtiments, à l'Institut de prévention des sinistres catastrophiques et Ingénieurs Canada.

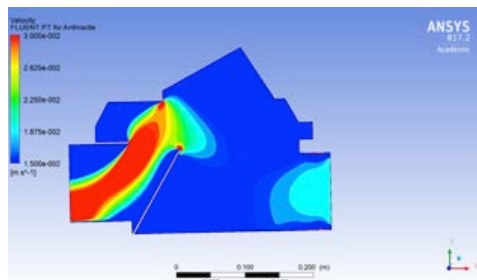
Les gouvernements municipaux de partout au Canada ont eu du mal à mettre en œuvre les mesures de réduction du risque d'inondation urbaine ou des sous-sols des propriétés privées. Malgré les programmes éducatifs et de soutien financier, le taux de mise en œuvre des mesures de protection résidentielles contre les

inondations est généralement de moins de 10 %. Pour résoudre ce problème, le Groupe de travail sur les infrastructures et bâtiments a préparé le rapport intitulé « [Assessing Local Mandatory Measures to Reduce Flood Risk and Inflow & Infiltration in Existing Homes](#) » portant sur les mesures locales obligatoires de réduction du risque d'inondation ou d'infiltration d'eau dans les maisons déjà construites. Le rapport cerne et évalue les outils juridiques pouvant être utilisés pour obliger les propriétaires à entreprendre des activités importantes de réduction des inondations des sous-sols.



Un programme de recherche conçu pour mieux comprendre les problèmes d'efficacité et d'entretien à long terme associés aux technologies de protection contre les inondations destinées aux propriétés privées a également été développé. Ce programme se concentre actuellement sur l'efficacité des clapets antiretour dans divers scénarios d'installation et d'activités. Ces travaux ont stimulé la création d'un laboratoire d'essai et d'étalonnage des clapets antiretour à l'Université de Guelph. Le projet dirigé par le Groupe de travail sur les infrastructures et bâtiments et l'Université de Guelph augmentera la capacité des gestionnaires des risques d'inondation en milieu urbain à évaluer les taux d'échec des technologies de manière quantitative et précise et assistera la création de nouvelles mesures de protection contre les inondations ainsi que la rédaction de lignes directrices sur l'entretien destinées aux propriétaires, aux entrepreneurs, aux municipalités et aux assureurs.

Image : Modélisation de l'efficacité des clapets antiretour destinés à réduire le risque d'inondation des sous-sols



Un protocole d'installation de clapets antiretour connectés a récemment été publié en ligne

(www.backwatervalveinstallation.com). La création du protocole d'installation des clapets antiretour connectés est motivée par les travaux des intervenants appuyant les projets sur les technologies de réduction des risques d'inondation des sous-sols du Groupe de travail sur les infrastructures et bâtiments. Plus précisément, les intervenants ont discuté de la fréquence des mauvaises installations des clapets antiretour et cerné la nécessité de préparer des recommandations normalisées pour les propriétaires, les assureurs, les entrepreneurs et les municipalités afin de faire en sorte que les clapets antiretour soient installés adéquatement. Le site Web discute des problèmes associés au choix des entrepreneurs appropriés (p. ex., entrepreneurs autorisés et admissibles aux programmes de subvention municipaux), de la vérification de l'état des connexions aux égouts sanitaires avant l'installation des clapets antiretour, et fournit de l'information aux propriétaires afin qu'ils soient en mesure de vérifier la qualité des clapets antiretour ainsi que des conseils sur l'entretien des clapets antiretour.

Exploitation minière

Coprésidents :

Pam Kertland, Ressources naturelles Canada

Poste vacant

Le nombre de membres du Groupe de travail sur l'exploitation minière est passé à 18.

Afin de soutenir la planification du travail, le Groupe de travail a commandé la préparation d'un rapport sur l'état actuel de l'adaptation dans le secteur minier. Le rapport achevé en mars 2017 est axé sur les répercussions du changement climatique sur le

secteur minier au Canada et sur les activités entreprises par les secteurs privé et public afin de s'adapter à ces répercussions. Le rapport se base sur les observations issues des études menées dans le cadre du programme de 2012-2016, la littérature grise produite par le gouvernement, l'industrie et le milieu universitaire, ainsi que sur les entretiens réalisés avec différents intervenants.

Les objectifs abordés dans le rapport sont les suivants :

- Assister le Groupe de travail dans l'obtention d'une compréhension commune de l'état actuel des mesures d'adaptation au changement climatique entreprises dans le secteur minier;
- Offrir un aperçu à jour des travaux d'adaptation qui ont été accomplis dans le secteur minier au cours des cinq dernières années (entre 2012 et 2016); et
- Déterminer les besoins à combler pour contribuer à la résolution des problèmes reliés à l'adaptation et guider le développement du programme du Groupe de travail sur l'exploitation minière pour les quatre prochaines années (entre 2017 et 2021).

De plus, les résultats des projets entrepris durant la phase antérieure (2012-2016) sont toujours diffusés au Canada et à l'international au cours d'événements comme les conférences Adaptation Canada 2016, qui a eu lieu à Ottawa en avril 2016, et Adaptation Futures, qui a eu lieu à Rotterdam en mai 2016.

Le Partenariat pour l'adaptation dans le Nord

Le Partenariat pour l'adaptation dans le Nord qui remplacera le Groupe de travail sur le Nord n'a pas encore été créé. En 2016-2017, des activités en lien avec ce nouveau partenariat avaient plutôt pour but de recueillir de l'information auprès des intervenants du Nord sur leurs priorités concernant les changements climatiques et l'adaptation aux changements climatiques dans le Nord, et comment nous pouvons améliorer la collaboration entre les gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et régionaux, ainsi qu'avec les organisations et les collectivités autochtones et nordiques.

Le ministère des Affaires autochtones et du Nord Canada, en collaboration avec Santé Canada et Environnement et Changement Climatique Canada ainsi que d'autres partenaires, ont tenu au cours de l'automne 2016 et l'hiver 2017, une série de sessions de mobilisation à l'égard de l'adaptation au changement climatique dans les trois territoires, au Nunavik et au Nunatsiavut. L'objectif de ces séances était de mieux comprendre ce qui a été accompli en matière d'adaptation aux changements climatiques, ce qui est en cours, la direction que nous souhaitons prendre et comment nous y prendrons. L'information colligée contribuera au développement de la Stratégie d'adaptation pour le Nord, laquelle est un engagement selon le Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques. Une fois établi, le Partenariat pour l'adaptation dans le Nord assistera au développement et à la mise en œuvre de la Stratégie pour l'adaptation dans le Nord.